

Le débat britannique traversera-t-il la Manche ?

L'article que nous vous proposons aujourd'hui n'a rien d'original en soi. Il doit en exister de similaires partout dans le monde sachant qu'en plus le mouvement ne fait que commencer. Il nous a semblé pourtant intéressant de le traduire dans un contexte où la France semble prendre du retard sur le sujet.



Nous sommes en Angleterre, pays que le Framablog visite souvent en ce moment, le parti conservateur, dans l'opposition, demande aux travaillistes au pouvoir de réduire (voire plafonner) ses dépenses publiques en matière de TIC et d'envisager des solutions « Open Source » pour y arriver.

Il est bien sûr question de jeu politique et, surtout, d'économies de gros sous en période de crise. Mais la question de l'interopérabilité est évoquée (se donner un « langage commun ») ainsi que celle de l'accès des petites sociétés de services en logiciels libres aux marchés publics jusqu'ici l'apanage des grands groupes.

Pour rappel le système politique britannique actuel est fondé sur le bipartisme, avec à droite les Conservateurs (appelés aussi « Tories ») et à gauche les Travaillistes (ou « Labor Party ») actuellement au pouvoir avec Gordon Brown, successeur de Tony Blair^[1].

Le parti conservateur britannique envisage de plafonner les dépenses TIC du gouvernement

Tories consider IT contract cap

27 janvier 2009 - BBC News

(Traduction Framalang : Don Rico et Goofy)

Le parti conservateur britannique envisage sérieusement d'imposer un plafond de 100 millions de livres au budget TIC du gouvernement afin d'éviter les gouffres

financiers comme celui qu'a connu le système informatique du National Health Service (*NdT : le système de santé public*).

Au lieu de confier des contrats de longue durée à de grosses entreprises de TIC, les députés Tories souhaitent ouvrir les appels d'offres à de plus petites sociétés proposant des logiciels « Open Source ».

Un rapport rédigé à l'intention du Shadow Chancellor George Osborne (*NdT : membre de l'opposition chargé des questions économiques au sein de son parti*) avance que les économies potentielles pourraient atteindre 600 millions de livres.

D'après les Tories, les Travaillistes auraient dilapidé des milliards dans des projets TIC « catastrophiques ».

Le Shadow Chancellor est en train d'examiner ce rapport, que lui a remis le docteur Mark Thompson, professeur de la Judge Business School à l'université de Cambridge, dans le cadre des préparatifs détaillés du projet de gouvernement auquel travaillent les conservateurs.

« **Moderniser le gouvernement** »

« Le parti conservateur est tourné vers l'avenir », a déclaré Mr. Osborne. C'est nous qui avons ouvert le débat sur l'utilisation des logiciels libres au sein du gouvernement, et je me réjouis que le docteur Mark Thompson nous ait soumis ces recommandations détaillées.

« Ces propositions n'ont pas pour seul objectif la limitation des dépenses. Il est surtout question de moderniser le gouvernement, de rendre les services publics plus novateurs et de les améliorer. »

Il a déclaré vouloir recueillir les avis du public et de l'industrie des TIC sur ces propositions.

Les conservateurs accusent le gouvernement d'avoir dilapidé des milliards de livres dans des projets TIC calamiteux, comme par exemple le système de dossiers médicaux informatisé du National Health Service, dont le coût initialement prévu à 2 milliards de livres a explosé pour en atteindre 12, et qui depuis le début accumule les retards.

Le Committee on Public Accounts (*NdT : équivalent de la Cour des comptes*) a

récemment émis des doutes quant au respect de la date butoir, fixée à 2015.

Ces dernières années, le gouvernement a revu à la baisse certains projets TIC. En 2006, il a mis au rancart un projet de plusieurs milliards de livres visant à déployer un nouveau système centralisé pour le registre national d'identité, préférant le laisser en l'état et conserver l'ensemble des renseignements sur trois bases de données séparées déjà existantes.

Mais selon les conservateurs, on pourrait économiser des millions supplémentaires en abandonnant les pratiques actuelles du gouvernement consistant à confier les projets TIC à un petit nombre de grosses entreprises.

« Ouvrir la concurrence »

Dans son rapport, le docteur Thompson plaide en faveur d'un système d'appels d'offres TIC « ouvert », où l'on consulterait un plus grand nombre d'entreprises, y compris des start-ups innovantes.

Il recommande l'adoption des formats de données ouverts et standards au sein du gouvernement, afin de créer un « langage » commun pour les systèmes TIC de l'État.

Cela aurait pour conséquence de réduire les coûts des acquisitions de licences et d'affranchir les corps gouvernementaux de contrats monopolistiques de longue durée, indique-t-on dans le rapport.

« Cela signifie que le gouvernement du Royaume-Uni n'aurait plus jamais contraint à signer un contrat pour des logiciels dépassant les 100 millions de livres. Finis les gouffres financiers informatiques », y ajoute-t-on.

D'après le docteur Thompson, son rapport « explique comment le gouvernement peut économiser des centaines de millions de livres chaque année en instaurant un processus plus ouvert de passation de marchés publics pour les TIC, ce qui impliquerait de donner leur chance aux logiciels libres. »

Et d'ajouter : « Cela n'a rien de sorcier. Il s'agit de créer un système de passations de marchés publics moderne et efficace. Partout dans le monde, des gouvernements et des entreprises utilisent des logiciels libres, et nous-même ici au Royaume-Uni pourrions faire beaucoup plus que ce que nous faisons actuellement. »

Notes

[1] Crédit photo : Hamed Masoumi (Creative Commons)